

**Arrêté n°1122-21-20-036
de mise en demeure
Société AUGROS COSMETIC PACKAGING
Commune de VAL AU PERCHE (61)**

La Préfète de l'Orne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement, en particulier son article L.171-8 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment ses articles L.231-1 à L.231-6 ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement,

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 octobre 2018 délivré à la société Augros Cosmetic Packaging dont le siège social est situé Z.A. du Londeau – rue de l'Expansion – 61 000 Cerisé pour exploiter son établissement situé Z.A. La bruyère – 61 260 Val-au-Perche ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 février 2020 prescrivant la remise d'une évaluation des risques sanitaires à la société Augros Cosmetic dans un délai de 6 mois ;

Vu le porter-à-connaissance transmis le 2 octobre 2019 par la société Augros Cosmetic Packaging (dossier réf. R-19-09-028 – Octobre 2019 réalisé par le bureau d'études Coélys) en vue de mettre en place une nouvelle ligne de métallisation ;

Vu l'étude des risques sanitaires réalisée par le bureau d'études Coélys et transmise en juillet 2020 ;

Vu l'avis de l'ARS en date du 09 novembre 2020 ;

Vu le rapport de l'inspection en date du 08 mars 2021 ;

Vu le courrier de l'exploitant en date du 15 mars 2021 ;

Considérant que le porter-à-connaissance susvisé prévoit l'utilisation de nouveaux produits ;

Considérant que les émissions générées par la société Augros Cosmetic Packaging peuvent présenter des effets chroniques sur la santé des riverains et qu'à ce titre il est nécessaire de disposer d'une actualisation de son évaluation des risques sanitaires et en particulier l'évaluation prospective des risques sanitaires intégrant les modifications projetées par l'exploitant ;

Considérant que cette évaluation prospective des risques sanitaires peut rendre nécessaire un programme de surveillance environnementale pour valider les hypothèses de cette évaluation ;

Considérant que l'étude des risques sanitaires réalisée par Coélys pour le compte de l'exploitant et transmise en juillet 2020 est incomplète et inexploitable en l'état, au regard notamment de nouveaux produits chimiques utilisés en 2020 et non pris en compte dans l'étude ;

Considérant que l'étude transmise n'est pas conforme à la méthodologie de la circulaire du 19 août 2013 et du guide INERIS associé ;

Considérant les nombreuses lacunes relevées par l'ARS dans son avis du 9 novembre 2020 transmis par courrier à l'exploitant ;

Considérant que l'étude transmise ne peut donc pas être considérée comme répondant aux exigences de l'arrêté préfectoral du 12 février 2020 susvisé ;

Considérant qu'il avait été convenu que l'exploitant devait apporter les compléments de réponse pour le 15 décembre 2020 ;

Considérant la demande de l'exploitant de reporter l'échéance au 15 février 2021 pour permettre au bureau d'étude de fournir les éléments nécessaires ;

Considérant que l'exploitant n'a pas tenu ses engagements et n'était pas en mesure de fournir les éléments demandés pour le 15 février 2021 ;

Considérant que l'exploitant n'a pas remis un programme de surveillance environnementale associé ;

Considérant que dans ces conditions, il n'est pas possible de statuer sur l'impact du site sur son environnement et en particulier sur la santé des riverains ;

Considérant que le délai demandé par l'exploitant dans son courrier du 15 mars 2021 n'est pas recevable au regard des délais antérieurs alloués ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Orne.

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

La société AUGROS COSMETIC PACKAGING, sise ZA la Bruyère à Val au Perche (61260) et représentée par son président du directoire, M. Didier Bourguin, est mise en demeure de respecter **dans un délai de 15 jours** les prescriptions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral du 12 février 2020 :

*« **ARTICLE 1^{er}** : L'exploitant remet, dans un délai maximal de 6 mois après notification du présent arrêté, une mise à jour de l'évaluation prospective des risques sanitaires intégrant la modification projetée des installations ayant donné lieu au porter-à-connaissance transmis le 02/10/2019. Il s'agit d'évaluer les effets chroniques attendus sur la santé des rejets chroniques dans l'air (voire dans les eaux superficielles) de l'ensemble des installations existantes et projetées de l'établissement.*

Cette étude est menée conformément aux instructions issues de la circulaire du 19 août 2013 et du guide INERIS associé.

Cette étude doit être quantitative (et non qualitative) de manière à hiérarchiser les polluants en termes de contribution à l'impact sanitaire attendu (exprimé au moyen des quotients de danger et des excès de risques individuels) vis-à-vis des riverains particuliers et des travailleurs tiers.

Les budgets « espace / temps » de référence à intégrer à l'évaluation de chacune de ces 2 types de populations sont ceux du guide sus-mentionné.

La nature et la quantité (flux) de polluants rejetés dans l'air par le fonctionnement chronique des installations autorisées ne disposant ni de valeur de gestion réglementaire dans l'air extérieur, ni de valeur toxicologique de référence au titre des expositions chroniques doivent être mentionnés explicitement.

ARTICLE 2 : *À l'issue de cette transmission, l'exploitant propose dans un délai maximal d'un mois un programme de surveillance environnementale vis-à-vis des polluants pour lesquels les concentrations d'exposition modélisées au niveau des travailleurs tiers et des riverains particuliers ne conduisent pas à une compatibilité sans réserve de la qualité des milieux d'exposition avec les usages existants (qualité de l'air extérieur en particulier) au sens des circulaires du 19 août 2013 et du 8 février 2007 relatives à l'interprétation de l'état des milieux. »*

Les délais prévus au présent article entrent en application au lendemain de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 :

Faute pour la société AUGROS COSMETIC PACKAGING de se conformer aux dispositions figurant à l'article 1er du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des poursuites pénales, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Notification

Le présent arrêté sera notifié à la société AUGROS COSMETIC PACKAGING, représentée par son président du directoire M. Didier BOURGINE, et dont le site est situé : ZA La Bruyère, 61260 VAL AU PERCHE.

ARTICLE 4 : Publicité

Une copie du présent arrêté est affichée à la porte de la mairie de la commune de VAL AU PERCHE pendant une durée minimum d'un mois. Il est justifié de l'accomplissement de cette formalité par un certificat d'affichage.

Le présent arrêté fera l'objet d'une publication sur le site internet des services de l'État dans l'Orne pour une durée de quatre mois.

ARTICLE 5 : Recours

En application de l'article L 514-6 du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où l'acte leur a été notifié :

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant déclaration de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 6 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Orne, le Maire de la commune de VAL AU PERCHE, ainsi que le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Normandie (Inspection des Installations Classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Alençon, le

30 MARS 2004

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet,
Secrétaire Général

Charles BARBIER